

Affaire :

MADAME N'GUESSAN ADOU
EPHY JUDITH

Contre

MADAME BOKA MARIE-
THERESE

(MAÎTRE KOUAKOU LUC-
ERVE)

Décision :

Statuant publiquement,
contradictoirement, en premier
et dernier ressort ;

Rejette l'exception
d'incompétence du Tribunal de
commerce d'Abidjan ;

Rejette l'exception
d'irrecevabilité de l'action ;

Reçoit N'GUESSAN ADOU
EPHY JUDITH et BOKA
MARIE-THERESE
respectivement en leur action
principale et leur demande
reconventionnelle ;

Dit partiellement fondée
N'GUESSAN ADOU EPHY
JUDITH en sa demande

AUDIENCE PUBLIQUE DU 28 JANVIER 2019

Le Tribunal de Commerce d'Abidjan, en son audience publique
ordinaire du lundi vingt-huit janvier deux mille dix-neuf, tenue au
siège dudit Tribunal, à laquelle siégeaient :

BOUAFFON OLIVIER, Vice-Président du Tribunal ; Président ;

Messieurs, DOUA MARCEL, N'GUESSAN K. EUGENE OKOUE
EDOUARD, ALLAH KOUADIO JEAN-CLAUDE Assesseurs ;

Avec l'assistance de Maître N'DOUA NIANKON MARIE-FRANCE,
Greffier ;

A rendu le jugement dont la teneur suit dans la cause entre :

MADAME N'GUESSAN ADOU EPHY JUDITH, née le 11 juin 1964 à
Abidjan, commerçante, de nationalité Ivoirienne, demeurant à ABIDJAN
Cocody Angré soleil 3 non loin de la CNPS Tél : 48 42 92 66, laquelle
pour fait élection de domicile en sa demeure ci-dessus citée

Demanderesse, comparaissant et concluant;

D'une part ;

Et

MADAME BOKA MARIE-THERESE, majeure, de nationalité, domiciliée
à Cocody Riviera Golf bâtiment KASSI 8^{ème} étage Tél : 07 90 40 77.

Défenderesse, comparaissant et concluant par le canal de son
conseil, **MAÎTRE KOUAKOU LUC-ERVE**, Avocat à la cour;

D'autre part ;

Enrôlée le 13 novembre 2018 pour l'audience du mercredi 21
Novembre 2018, l'affaire a été appelée et renvoyée au 26/11/2018
devant la 5^{ème} chambre pour attribution;

A cette date, le tribunal a ordonné une instruction confiée au juge
DOUA MARCEL;

La cause a à nouveau été renvoyée au 31 décembre 2019 en
audience publique;

Cette mise en état a fait l'objet d'une ordonnance de clôture
n°1571 en date du mercredi 26 décembre 2019 ;

La cause a été mise en délibéré pour le lundi 21 janvier 2019,



20317
cm N° 20317



1948

1948

1948

1948

1948

1948

principale en paiement ;

Condamne BOKA MARIE-THERESE à lui payer la somme de 842.600 F/CFA à titre de créance ;

Déboute N'GUESSAN ADOU EPPY JUDITH du surplus de ses demandes ;

Dit mal fondée BOKA MARIE-THERESE en sa demande reconventionnelle ;

L'en déboute.

La condamne aux dépens de l'instance.

ledit délibéré a été prorogé au lundi 28 janvier 2019 ;

Advenue cette audience, le Tribunal a vidé ledit délibéré selon ce qui suit ;

LE TRIBUNAL

Vu les pièces du dossier ;

Oui les parties en leurs moyens et prétentions ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

FAITS, PROCEDURE, MOYENS ET PRETENTIONS DES PARTIES

Par exploit d'huissier en date du 26 octobre 2018, N'GUESSAN ADOU EPPY JUDITH a servi assignation à BOKA MARIE-THERESE ayant pour conseil Me KOUAKOU LUC ERVE, Avocat à la cour d'avoir à comparaître devant le Tribunal de commerce d'Abidjan pour, est-il dit dans ledit exploit :

- Déclarer N'GUESSAN ADOU EPPY JUDITH ;
- Condamner BOKA MARIE-THERESE à payer à dame N'GUESSAN ADOU EPPY JUDITH à la somme de 842.600 F/CFA ;
- Condamner BOKA MARIE-THERESE à payer N'GUESSAN ADOU EPPY JUDITH la somme de 800.000 F/CFA à titre de dommages-intérêts ;
- Ordonner l'exécution provisoire de la décision à venir ;
- Condamner BOKA MARIE-THERESE aux dépens ;

Au soutien de son action, N'GUESSAN ADOU EPPY JUDITH expose qu'elle a livré des marchandises à BOKA MARIE-THERESE en vertu d'un contrat de vente pour un montant de 1.544.600 F/CFA ;

Elle indique que cette dernière reste lui devoir la somme de 842.000 F/CFA ainsi qu'il résulte d'un document sous seing privé en date du 07 juillet 2018 ;

Elle ajoute qu'en dépit de la mise en demeure en date du 28 août 2018, celle-ci refuse de payer sa dette ;

En outre, elle affirme que le non paiement de sa créance

l'empêche de s'approvisionner auprès de ses fournisseurs ;

Elle estime en plus qu'il y a urgence à ce qu'elle soit rétablie dans ses fonds ;

Elle sollicite en conséquence la condamnation de BOKA MARIE-THERESE à lui payer les sommes d'argent sus indiquées ;

Elle sollicite en outre l'exécution provisoire de la décision ;

BOKA MARIE-THERESE relève que n'étant pas commerçante de son état, elle n'est pas justiciable du Tribunal de commerce d'Abidjan de sorte que la juridiction saisie doit se déclarer incompétente pour connaître de l'action ;

Elle allègue en outre que l'action est irrecevable pour défaut de tentative de règlement amiable préalable ;

Subsidiairement, BOKA MARIE-THERESE explique que les marchandises litigieuses ont été laissées à son appréciation, mais qu'elle en a choisi aucune parce qu'il n'y en avait pas à sa taille ;

Elle explique que ces marchandises ayant mis du temps à son domicile, N'GUESSAN ADOU EPPY JUDITH lui en a réclamé le prix ;

En tout état de cause, elle conteste le montant de la créance en affirmant qu'elle ne doit que la somme de 300.000 F/CFA au lieu de 842.000 F/CFA ;

Pour sa part, elle sollicite la condamnation de N'GUESSAN ADOU EPPY JUDITH à lui payer la somme de 500.000 F/CFA à titre de dommages-intérêts pour avoir endommagé son téléphone cellulaire au cours de leur altercation ;

DES MOTIFS

En la forme

Sur le caractère de la décision

BOKA MARIE-THERESE ayant conclu, il convient de statuer contradictoirement ;

Sur le taux du ressort

Aux termes de l'article 10 de la loi n°2016-1110 du 08 décembre 2016 portant création, organisation et fonctionnement des juridictions de commerce, « *Les tribunaux de commerce statuent :*

- *En premier ressort, sur toutes les demandes dont l'intérêt du litige est supérieur à vingt-cinq millions de francs ou est*

indéterminé ;

- *En premier et dernier ressort, sur toutes les demandes dont l'intérêt du litige n'excède pas vingt-cinq millions de francs. » ;*

En l'espèce, l'intérêt du litige qui est de 1.642.000 F/CFA n'excédant pas la somme de 25.000.000 de francs, il sied de statuer en premier ressort et dernier ressort ;

Sur l'exception d'incompétence

BOKA MARIE-THERESE excipe de l'incompétence du Tribunal de commerce d'Abidjan saisi pour connaître de cette action en raison de sa qualité de non commerçante ;

Aux termes de l'article 9 de la loi n°2016-1110 portant, organisation et fonctionnement des juridictions de commerce,

« Les juridictions de commerce connaissent :

- Des contestations entre toutes personnes, relatives aux actes de commerce au sens de l'Acte uniforme portant sur le droit commercial Général, toutefois, dans les actes mixtes, la partie non commerçante demanderesse peut saisir les tribunaux de droit commun ;
- Des contestations relatives aux actes de commerce accomplis par les commerçants à l'occasion de leur commerce et de leurs contestations commerciales comportant même un objet civil. » ;

Il s'induit de ce texte que la compétence des juridictions de commerce est déterminée par un élément objectif tenant à la nature de l'acte en cause et un élément subjectif tenant à la qualité de commerçant des parties ;

En l'espèce, s'il est constant que BOKA MARIE-THERESE n'est pas commerçante, il reste cependant que N'GUESSAN ADOU EPPY JUDITH est une commerçante de son état ainsi qu'il résulte des termes de l'acte d'assignation en date du 26 octobre 2018 ;

Il est également établi que le présent litige est relatif à une vente d'effets vestimentaires entre une commerçante et une non commerçante ;

C'est donc dans le cadre de ses activités commerciales que N'GUESSAN ADOU EPPY JUDITH a conclu le contrat de vente

avec BOKA MARIE-THERESE ;

Il en résulte que c'est à bon droit que N'GUESSAN ADOU EPPY JUDITH a saisi le Tribunal de commerce de céans pour obtenir paiement de sa créance issue de cette vente en application du texte susvisé ;

Dès lors, cette l'exception doit être rejetée comme mal fondée ;

Sur l'exception irrecevabilité de l'action

BOKA MARIE-THERESE excipe de l'irrecevabilité de l'action pour défaut de tentative de règlement amiable préalable ;

Aux termes de l'article 5 de loi n°2016-1110 du 08 décembre 2016 portant création, organisation et fonctionnement des juridictions de commerce, *« la tentative de règlement amiable est obligatoire avant toute saisine du tribunal de commerce et se tient entres les parties par elles-mêmes, ou avec l'intervention d'un tiers, dans le cadre d'une médiation ou d'une conciliation. »* ;

Aux termes de l'article 41 de la loi sus indiquée énonce que : *« Si les parties n'ont entrepris aucune diligence en vue de parvenir à un règlement amiable, le tribunal déclare l'action irrecevable. »* ;

Il s'induit de ces deux textes que la tentative de règlement amiable préalable est obligatoire avant toute saisine du Tribunal de commerce ;

Le défaut de tentative de règlement amiable préalable est sanctionné par l'irrecevabilité de l'action.

En l'espèce, contrairement aux déclarations de BOKA MARIE-THERESE, il est produit au dossier un courrier en date du 5 septembre 2018 établissant que N'GUESSAN ADOU EPPY JUDITH à inviter BOKA MARIE-THERESE à une tentative de règlement amiable préalable ;

Il s'ensuit que cette exception doit être rejetée comme mal fondée ;

Sur la recevabilité de l'action et de la demande reconventionnelle

N'GUESSAN ADOU EPPY JUDIH ayant introduit son action dans les forme et délai légaux, elle doit être déclarée recevable ;

BOKA MARIE-THERESE ayant introduit sa demande reconventionnelle conformément à l'article 101 du code de procédure civile, commerciale et administrative ;

Au fond

Sur la demande principale en paiement de la somme de 842.000
F/CFA à titre de créance

N'GUESSAN ADOU EPPY JUDITH sollicite la condamnation de BOKA MARIE-THERESE à lui payer la somme de 842.600 F/CFA ;

Aux termes de l'article 262 de l'Acte Uniforme portant sur le droit commercial général, « *L'acheteur s'oblige à payer et à prendre livraison des marchandises.* » ;

Il s'induit de ce texte que l'acheteur a une obligation, celle de payer le prix de la vente ;

En l'espèce, il est constant que dame N'GUESSAN ADOU EPPY JUDITH a livré diverses marchandises à BOKA MARIE-THERESE en vertu d'un contrat de vente ;

Cette dernière que la loi oblige à payer le prix des marchandises reçues, conteste le reliquat de la créance en alléguant qu'elle n'est redevable que de la somme de 300.000 F/CFA ;

Cependant, elle ne rapporte pas la preuve des paiements libératoires qui ramènent la créance à ladite somme d'argent ;

Dans ces conditions, la demande principale en paiement de la créance est fondée ;

Il sied de condamner BOKA MARIE-THERESE à payer à N'GUSSAN ADOU EPPY JUDITH la somme de 842.600 F/CFA au titre de sa créance ;

Sur la demande principale en paiement de a somme de 800.000
F/CFA à titre de dommages-intérêts

N'GUESSAN ADOU EPPY JUDITH sollicite la condamnation de BOKA MARIE-THERESE à lui payer la somme de 800.000 F/CFA à titre de dommages-intérêts ;

Aux termes de l'article 1147 du code civil, « *Le débiteur est condamné, s'il y a lieu , au paiement de dommages-intérêts, soit à raison de l'inexécution de son obligation , soit à raison du retard dans l'exécution, toutes les fois qu'il ne justifie pas que l'inexécution provient d'une cause étrangère qui ne peut lui être imputée, encore qu'il n'y ait aucune mauvaise foi de sa part.* »

Il résulte de ce texte que l'octroi des dommages intérêts est subordonné à la preuve d'une faute, d'un préjudice et d'un lien de

causalité entre la faute et le préjudice ;

En l'espèce, s'il est constant que le non-paiement de la créance est constitutif d'une faute de son obligation contractuelle par BOKA MARIE-THERESE, il reste que le préjudice allégué par N'GUESSAN ADOU EPPY JUDITH n'est pas prouvé ;

Il s'ensuit que la demande en paiement de dommages-intérêts est mal fondée.

N'GUESSAN ADOU EPPY JUDITH doit en être déboutée ;

Sur la demande reconventionnelle en paiement de la somme de
500.000 F/CFA

BOKA MARIE-THERESE sollicite pour sa part, la condamnation N'GUESSAN ADOU EPPY JUDITH à lui payer la somme de 500.000 F/CFA à titre de dommages-intérêts pour avoir endommagé son téléphone cellulaire au cours de leur altercation ;

Aux termes de l'article 1147 du code civil, *« Le débiteur est condamné, s'il y a lieu , au paiement de dommages-intérêts, soit à raison de l'inexécution de son obligation , soit à raison du retard dans l'exécution, toutes les fois qu'il ne justifie pas que l'inexécution provient d'une cause étrangère qui ne peut lui être imputée, encore qu'il n'y ait aucune mauvaise foi de sa part. »*

Il résulte de ce texte que l'octroi des dommages intérêts est subordonné à la preuve d'une faute, d'un préjudice et d'un lien de causalité entre la faute et le préjudice ;

En l'espèce, BOKA MARIE-THERESE ne rapporte pas la preuve de ses allégations notamment celle de la faute commise par N'GUESSAN ADOU EPPY JUDITH ;

Il convient de la débouter de sa demande comme mal fondée ;

Sur l'exécution provisoire

N'GUESSAN ADOU EPPY JUDITH sollicite l'exécution provisoire de la décision ;

Aux termes de l'article 146 du code de procédure civile, commerciale et administrative, *« l'exécution provisoire peut être ordonnée dans tous les cas présentant un caractère d'une extrême urgence »* ;

En l'espèce, N'GUESSAN ADOU EPPY JUDITH sollicite l'exécution provisoire de la décision sans démontrer qu'il y a extrême urgence à ce qu'elle obtienne le remboursement de sa créance ;

Il s'ensuit qu'il n'y a pas lieu à exécution provisoire

Sur les dépens

BOKA MARIE-THERESE succombant, il sied de la condamner aux dépens ;

PAR CES MOTIFS

Statuant publiquement, contradictoirement, en premier et dernier ressort ;

Rejette l'exception d'incompétence du Tribunal de commerce d'Abidjan ;

Rejette l'exception d'irrecevabilité de l'action ;

Reçoit N'GUESSAN ADOU EPPY JUDITH et BOKA MARIE-THERESE respectivement en leur action principale et leur demande reconventionnelle ;

Dit partiellement fondée N'GUESSAN ADOU EPPY JUDITH en sa demande principale en paiement ;

Condamne BOKA MARIE-THERESE à lui payer la somme de 842.600 F/CFA à titre de créance ;

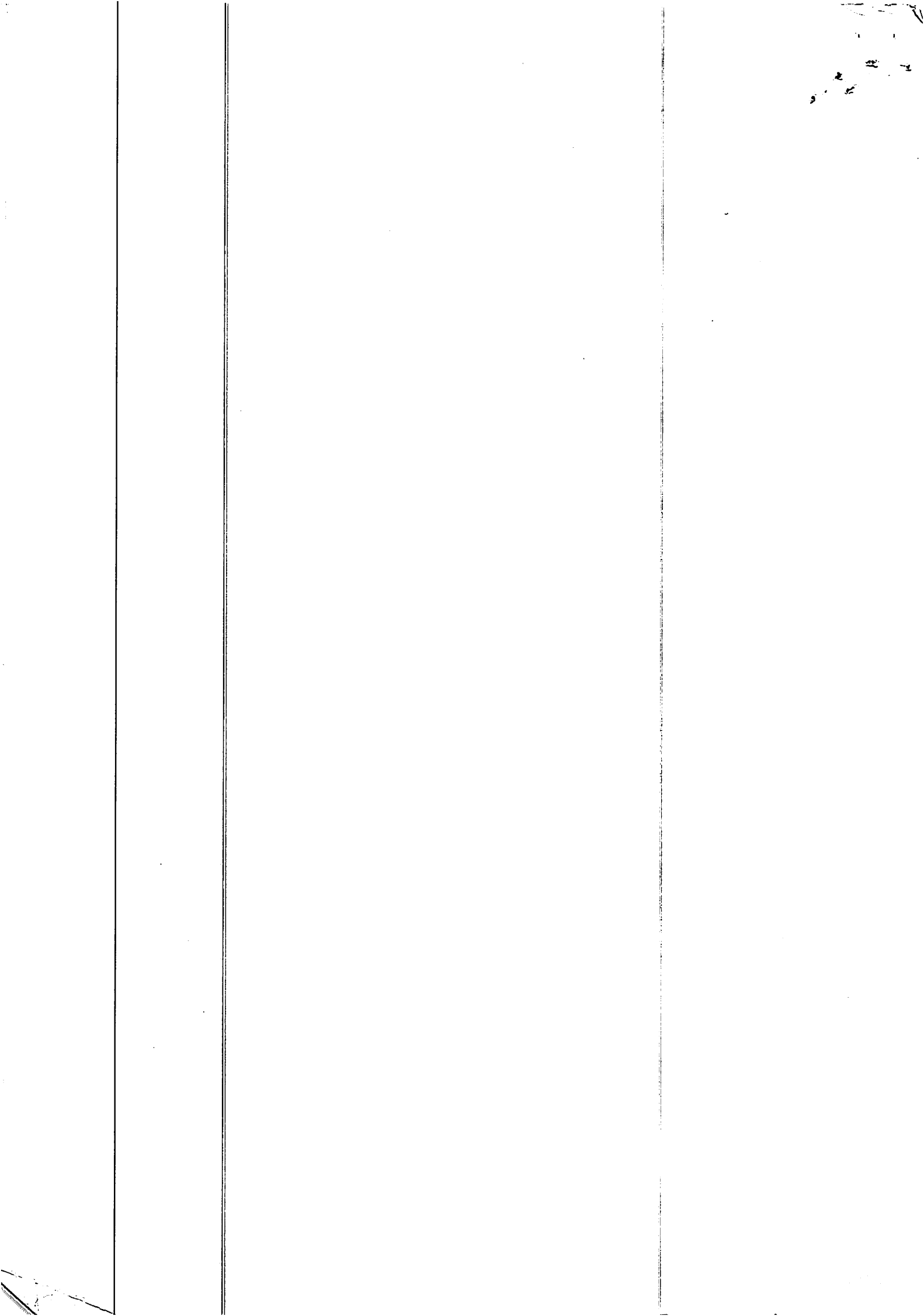
Déboute N'GUESSAN ADOU EPPY JUDITH du surplus de ses demandes ;

Dit mal fondée BOKA MARIE-THERESE en sa demande reconventionnelle ;

L'en déboute.

La condamne aux dépens de l'instance.

Ainsi fait, jugé et prononcé publiquement, les jour, mois et an que dessus.



Et ont signé Président et le Greffier.



N^o Qce: 282790

D.F: 18.000 francs

ENREGISTRE AU PLATEAU

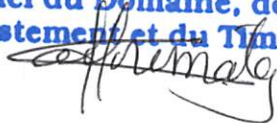
Le 05 MARS 2019

REGISTRE A.J. Vol 45 F° 18

N° 366 Bord 150/1 43

REÇU : Dix huit mille francs

Le Chef du Domaine, de
l'Enregistrement et du Timbre



D.F. 18.000 francs
ENREGISTRE AU PLATEAU
La
REGISTRE AL. Vol.
N°
RECU : Dix huit mille francs
Le Chef du Domaine, etc
L'Enregistrement et du Timbre